



LRA CRISIS TRACKER

Dossier de Sécurité
Janvier-Juin 2014

Table des Matières

Résumé: La LRA inverse la tendance décroissante du nombre d'enlèvements	2
I. Congo: les attaques de la LRA augmentent fortement en 2014	3
II. Congo: Augmentation de la violence par des groupes armés non identifiés	5
III. RCA: La zone Nzako-Bakouma reste un point chaud d'activité de la LRA	6
IV. Contexte	8

<http://reports.lracrisistracker.com/fr/midyear-2014/>

Une publication de

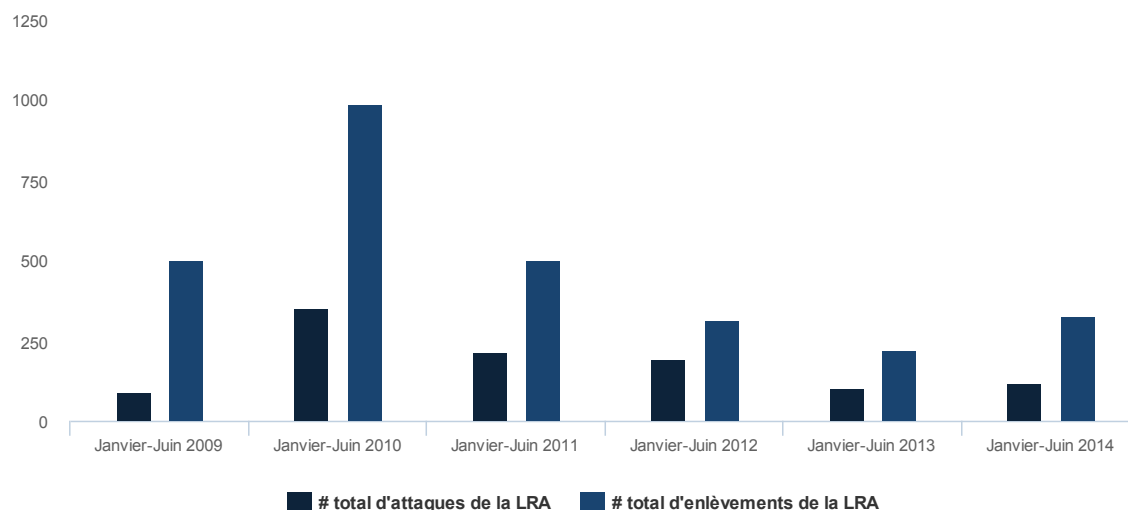


Résumé: La LRA inverse la tendance décroissante du nombre d'enlèvements

L'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) a commis 57 attaques et enlevé 184 personnes de Avril à Juin 2014 (2e trimestre 2014), une baisse des attaques de 5% et une augmentation de 28% du nombre d'enlèvements par rapport au 1er trimestre 2014. Dans l'ensemble, le groupe s'est engagé dans plus d'attaques et d'enlèvements dans les six premiers mois de 2014 qu'au cours des six premiers mois de 2013, inversant une tendance à la baisse sur trois ans de la violence de la LRA. Bien que les niveaux de violence de la LRA restent bien en dessous de leur pic en 2009-2011, le nombre total d'attaques et d'enlèvements à travers la République Démocratique du Congo (Congo) et la République Centrafricaine (RCA) s'est stabilisé au cours des deux dernières années.

A des échelles plus locales, les tendances de violence de la LRA sont très variables. Les violences de la LRA à l'ouest du parc national de la Garamba au nord-est du Congo a fait un bond dans la première moitié de 2014 et le groupe a déjà dépassé le nombre d'attaques et d'enlèvements qu'il avait commis là dans toute l'année 2013. Toutefois, aucune attaque de la LRA n'a été enregistrée dans les communautés au sud et à l'est du parc, qui étaient autrefois souvent la cible de raids de la LRA.

En RCA, le nombre d'attaques de la LRA a bondit près des villes de Nzako et Bakouma au 2e trimestre 2014, après presque un an sans violence de la LRA signalée là-bas. Plus à l'est, près des villes de Obo et Mboki, les attaques de la LRA ont considérablement diminué par rapport au 1er trimestre 2014.



Attaques et enlèvements par la LRA, 2009–2014

I. Congo: les attaques de la LRA augmentent fortement en 2014

RÉSUMÉ *Les violences de la LRA ont continué à poursuivre leur essor dans le Haut Uélé au nord-est du Congo, en particulier à l'ouest du Parc national de la Garamba. La LRA a enlevé 153 civils Congolais dans la première moitié de 2014, plus que doublant le nombre de personnes enlevées au premier semestre de 2013 (72).*

Au cours des trois premiers mois de 2014, les attaques de la LRA au Congo ont été concentrées dans le triangle Niangara-Bangadi-Ngilima; à l'ouest du Parc National de la Garamba. Depuis Avril, les attaques de la LRA ont bougé plus à l'ouest et au nord, vers les environs de Doruma et Masombo, près de la frontière avec le Soudan du Sud. Du 7 Juin au 7 Juillet, la LRA a commis 11 attaques dans cette zone, y compris des pillages à grande échelle de civils voyageant vers le marché très fréquenté de la frontière Nabiapay. Les marchands et les amateurs du marché chargés de biens et devises constituent des cibles faciles pour les petits groupes très mobiles de forces de la LRA qui errent dans cette zone peu peuplée.

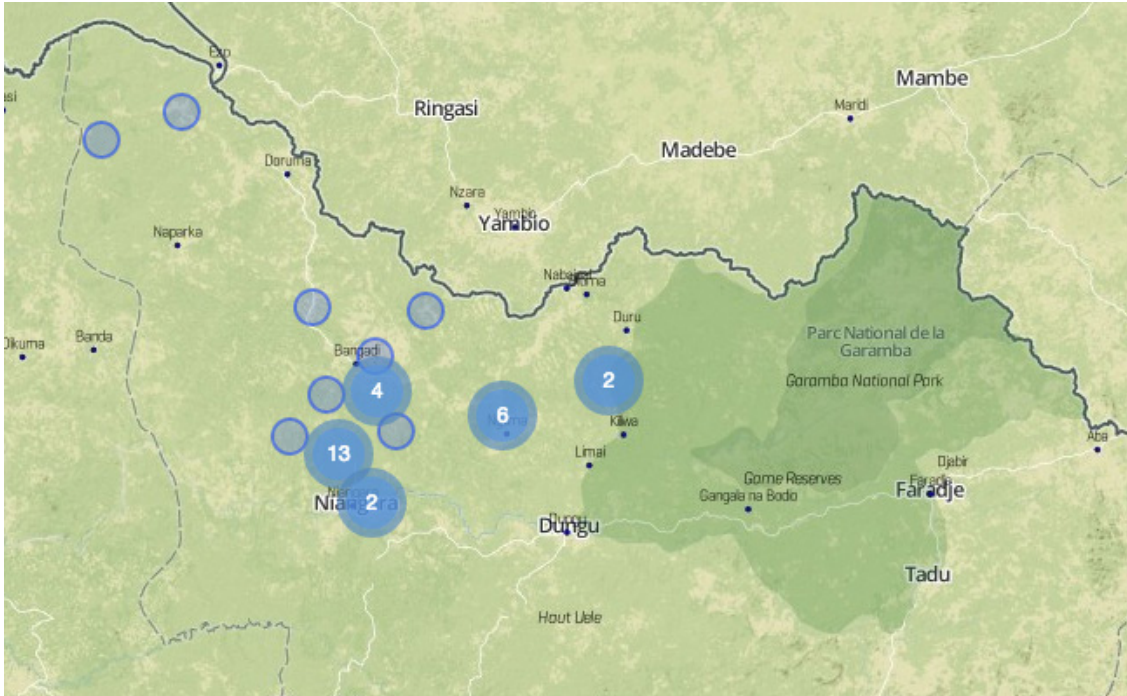
Dans l'ensemble, la LRA a commis 44 attaques dans les districts Congolais du Haut-Uélé et Bas-Uélé au 2eme trimestre 2014, en hausse de 13% par rapport aux 39 attaques du 1er trimestre. Les enlèvements de la LRA au Congo ont augmenté de 43%, passant de 63 au 1er trimestre à 90 au 2eme trimestre. La majorité de ces enlèvements n'ont duré que quelques heures ou quelques jours, indiquant que la LRA utilise la plupart des personnes enlevées seulement pour le transport des marchandises pillées et ne cherche pas à former de nouveaux combattants. Cette tendance, ainsi que la baisse continue du nombre de meurtres de la LRA au Congo, est compatible avec une réduction des enlèvements d'enfants et de grands massacres au cours des dernières années alors que le groupe a tenté de détourner l'attention internationale sur cette crise.

L'augmentation globale des activités de la LRA dans le district du Haut-Uélé masque la baisse remarquable dans des attaques au sud et à l'est du Parc national de la Garamba, auparavant une place forte de la LRA. Plusieurs attaques présumées de la LRA ont été signalées dans cette zone au cours des six premiers mois de 2014, mais aucune ne respectaient les normes nécessaires pour être enregistrée comme une attaque de la LRA par le Crisis Tracker.

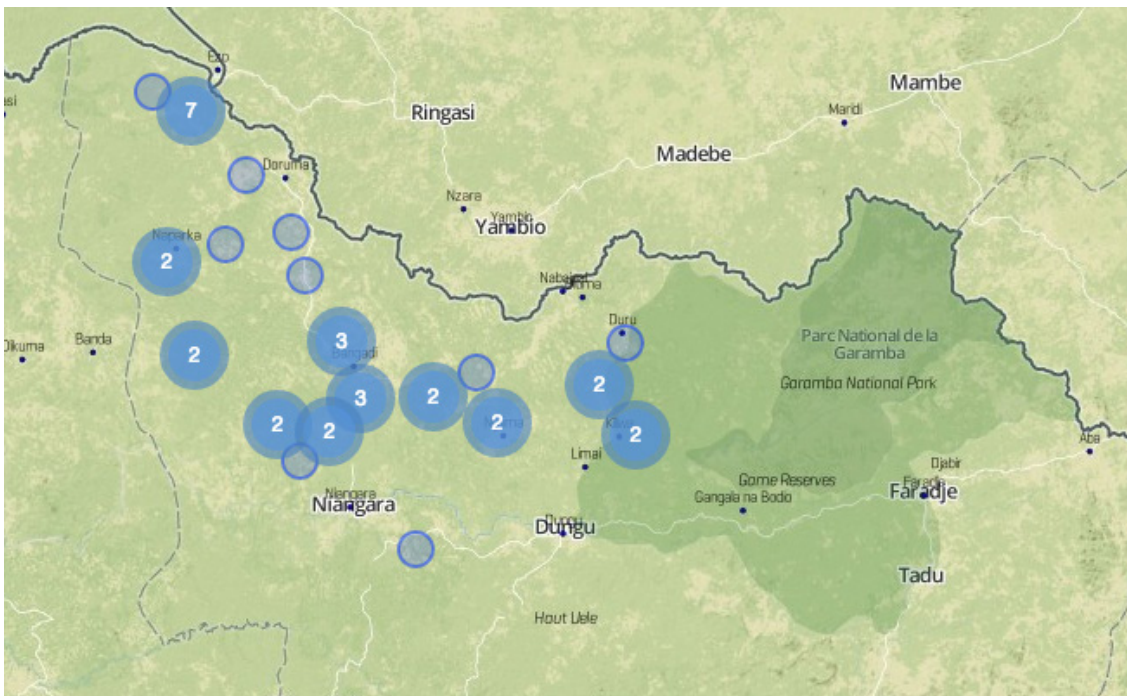
Congo: Déplacement dans les attaques de la LRA au Haut Uélé | Janvier 2014–Juin 2014

Cliquez et faites glisser le cercle au centre de la carte pour voir comment les attaques de la LRA dans le district du Haut Uélé se sont déplacées vers le nord entre Janvier 2014 et Juin 2014

Janvier-Mars 2014



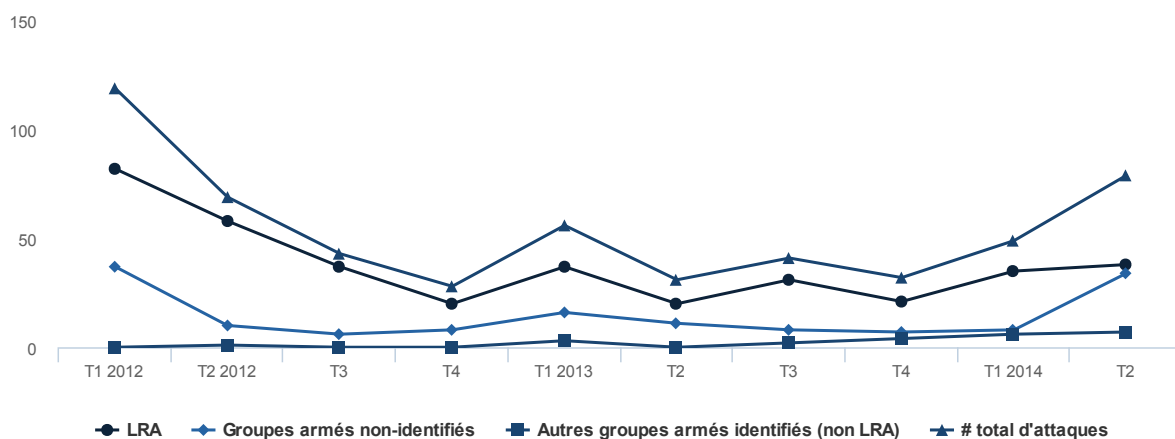
Avril-Juin 2014



II. Congo: Augmentation de la violence par des groupes armés non identifiés

RÉSUMÉ L'augmentation des activités de la LRA dans le district du Haut Uélé en 2014 a été accompagnée par une augmentation de 55% du nombre d'attaques commises par des groupes armés non identifiés, de 27 attaques dans la première moitié de 2013 à 42 attaques dans la première moitié de 2014.

Remarque sur la méthodologie: En Juin 2014, l'équipe du LRA Crisis Tracker a fait un examen approfondi de son ensemble de données sur les attaques de groupes armés contre des civils dans les zones touchées par la LRA. L'auteur de chaque attaque est maintenant classé comme "LRA", "Groupe non identifié armé", ou "autre groupe armé". "Groupe armé non identifié" est utilisé pour les attaques dont les sources ne fournissent pas suffisamment de détails pour identifier l'auteur de façon précise. Les assaillants dans ces attaques pourraient être des forces de sécurité malveillantes, des braconniers, Mbororos, la LRA, ou un groupe armé différent. "Autre groupe armé" est utilisé pour les attaques pour lesquelles il existe suffisamment de détails pour identifier définitivement l'auteur comme un acteur armé autre que la LRA. Les incidents de violences contre les populations civiles, où les forces de sécurité de l'Etat sont clairement identifiées comme l'auteur sont enregistrées séparément et non inclus dans ces trois catégories.



Attaques contre les civils dans les zones du district du Haut Uélé touchées par la LRA, 2012-2014, 2012-2014

Comme les attaques de la LRA au Congo sont devenues moins violentes au cours des dernières années, il est devenu plus difficile de distinguer les attaques de la LRA contre les attaques par des bandits, forces de sécurité malveillantes, ou braconniers. Par conséquent, l'augmentation des attaques par groupes armés inconnus dans le Haut Uélé pourrait indiquer la prédation accrue sur les civils par l'un de ces acteurs, y compris la LRA. En revanche, le nombre d'attaques dans le Haut Uélé commises par d'autres groupes armés - clairement identifiés comme un acteur autre que la LRA - est resté très faible au cours des dernières années.

Malgré la difficulté à identifier les auteurs, les tendances rapportées indiquent clairement à la fois une augmentation de violence contre les civils dans le Haut Uélé de la part de la LRA et de groupes armés en général, avec le nombre total d'attaques dans la première moitié de 2014 étant le plus élevé depuis le début de 2012. Les forces de la LRA ont été responsables de plus de la moitié de ces attaques, et peut-être plus dépendant du nombre d'incidents classés attaques de groupes armés non identifiés qui auraient été en fait commis par la LRA. Cette tendance démontre la menace constante que les rebelles de la LRA posent sur les communautés Congolaises, à la fois comme auteurs de violence et comme contributeurs à une atmosphère de anarchie qui encourage d'autres groupes armés à attaquer les civils.

Des rapports récents indiquent que les forces de sécurité locales dans le Haut Uélé ont peu fait pour atténuer l'intensification de la violence des groupes armés dans le Haut Uélé. Beaucoup de civils Congolais estiment que l'armée Congolaise (FARDC) et les forces de maintien de la paix de l'ONU (MONUSCO) omettent souvent de tirer profit d'informations actionnables pour poursuivre les groupes armés et sont en mesure de dissuader les attaques sur seulement une poignée de grandes villes. Les troupes des FARDC ont également été impliquées dans des exactions contre des civils dans le Haut Uélé en 2014, y compris viol, extorsion et torture.

III. RCA: La zone Nzako–Bakouma reste un point chaud d'activité de la LRA

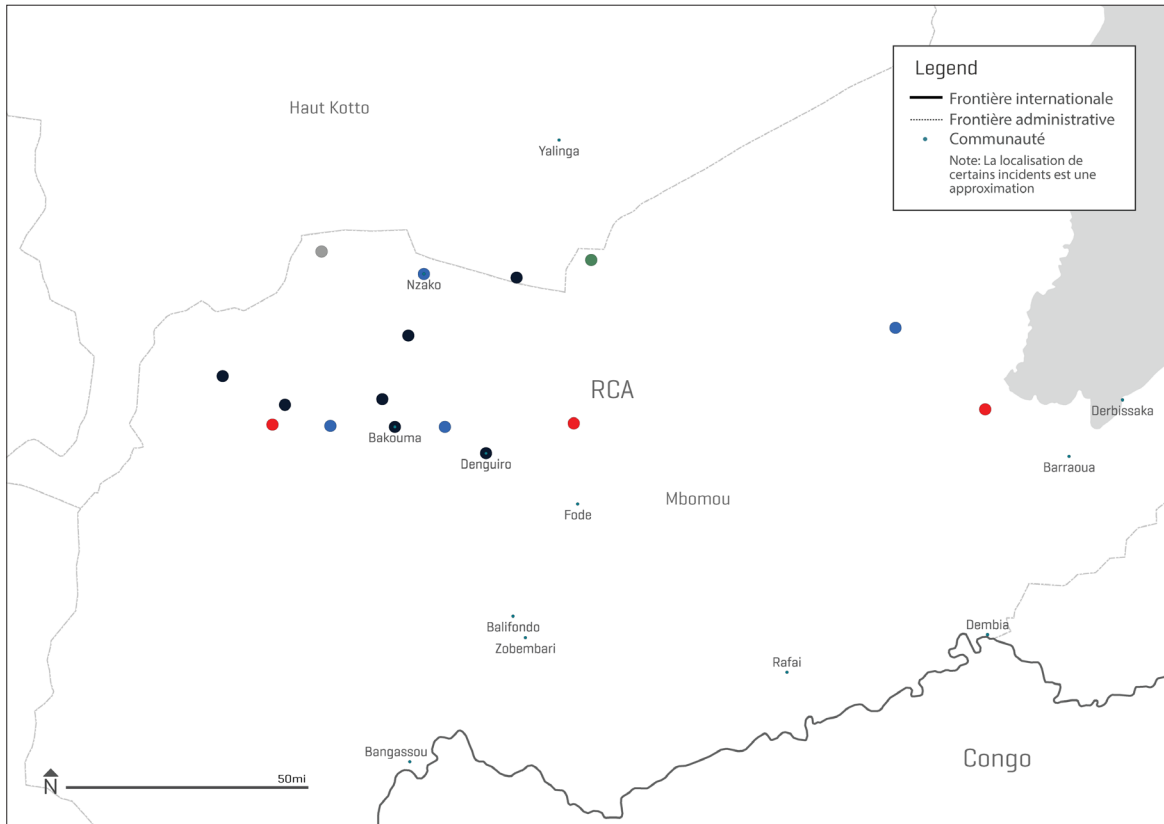
RÉSUMÉ *Les activités de la LRA dans la zone Nzako–Bakouma de la RCA ont fait un bond dans la dernière année, y compris dans la défection de combattants de la LRA, attaques de la LRA à grande échelle, et collaboration entre les commandants de la LRA et représentants Séléka. Les troupes militaires Ougandaises ont poursuivi les forces de la LRA dans la région de Nzako-Bakouma, attaquant des groupes de la LRA à plusieurs reprises et entrant même dans des affrontements avec des forces Séléka.*

Au début de 2010, la LRA a commis ses premières attaques près des villes de Nzako et Bakouma dans la préfecture du Mbomou en RCA, une région connue pour les mines d'or et d'uranium juste à l'ouest du grand et boisé bassin de la rivière Chinko. Le groupe a commis des attaques osées et de grande envergure là-bas en 2011 et 2012, profitant de l'absence de militaires Centrafricains ou présence de l'armée Ougandaise dans la zone.

L'activité de la LRA a bougé à la mi-2013, lorsque le groupe a arrêté les attaques contre les civils et à la place prenant contact avec des représentants de la Séléka et civils dans les sites miniers éloignées, près de Nzako. À la fin de 2013, les forces de la Séléka ont facilité le transfert de médicaments et produits alimentaires à des groupes de la LRA à l'est de Nzako après avoir prétendu être intéressés par une défection massive. Bien qu'aucun grand groupe ne se soit rendu, sept combattants Ougandais de la LRA ont fait défection près de Nzako dans la première moitié de 2014. En Avril 2014, les forces de la LRA ont repris les attaques contre les civils dans la région, probablement pour ravitailler les produits de base; et possiblement pour exercer des représailles contre les communautés ayant aidé les combattants de la LRA à faire défection.

Alors que l'activité de la LRA dans la région de Nzako-Bakouma s'est intensifiée, les troupes Ougandaises ont construit progressivement leur présence là-bas et dans le bassin voisin de la rivière Chinko, attaquant des groupes de la LRA à plusieurs reprises. La présence de l'armée Ougandaise les a amené à proximité immédiate de troupes Séléka, avec la tension par rapport au soutien continu de la Séléka envers la LRA débordant en un affrontement entre les deux forces à la fin de Juin 2014.

RCA: Activité liée à la LRA près de Nzako et Bakouma | Novembre 2013–Juin 2014



Les forces militaires Ougandaises se sont affrontées avec des groupes de la LRA plusieurs fois près de Nzako et du bassin de la rivière Chinko, notamment tuant le commandant LRA Sam Kangul et au moins quatre autres combattants en Novembre 2013.



Les forces de la LRA ont attaqué des civils près de Nzako et Bakouma à au moins sept reprises en 2014, enlevant plus de 100 personnes. Plusieurs de ces raids ont eu lieu à des exploitations minière à petite échelle.



Sept combattants Ougandais de la LRA ont fait défection près de Nzako au cours des six premiers mois de 2014, tandis que les forces Ougandaises en ont capturé une autre en Avril.



En Novembre 2013, le chef Séléka Michel Djotodia a déclaré que Joseph Kony était près de Nzako et était prêt à rendre. A travers le commandant Séléka général Damane, il a facilité le transfert de fournitures à la LRA. Des retournés début 2014 ont rapporté que les rebelles de la LRA et des représentants Séléka maintiennent régulièrement contact et font du commerce pour la nourriture et d'autres fournitures.



Les troupes Ougandaises ont affronté les forces Séléka pour la première fois près de Nzako à la fin de Juin 2014. Selon un porte-parole de l'armée Ougandaise 12 troupes Séléka et un soldat Ougandais ont été tués au cours de l'affrontement.

IV. Contexte

RÉSUMÉ Cette section contient plus d'informations sur le LRA Crisis Tracker, y compris sur la méthodologie utilisée pour vérifier les rapports d'activité de la LRA. Elle comprend également des informations sur le Resolve LRA Crisis Initiative et Invisible Children.

À propos

Les données publiées dans ce rapport ont été collectées grâce au Moniteur de la crise de la LRA d'Invisible Children et de Resolve, une base de données en géolocalisation (et projet d'information) qui vise à tracer les incidents conflictuels violents dans les zones d'Afrique centrale affectées par l'armée de résistance du seigneur (LRA). Via la publication de rapports réguliers et le partage ouvert des données collectées, le Moniteur de la crise de la LRA cherche à aider à surmonter le déficit actuel en informations fiables et actualisées relatives à la crise de la LRA et à soutenir une politique améliorée et des réponses humanitaires adéquates à la crise.

Afin de renforcer continuellement l'ensemble des données du Moniteur de la crise de la LRA, Resolve et Invisible Children recherchent de nouvelles sources d'informations actuelles ou historiques sur les activités de la LRA. Pour fournir des informations au projet « Moniteur de la crise de la LRA », merci de contacter Resolve à l'adresse LRACrisisTracker@theResolve.org.

Informations complémentaires

Pour un aperçu en temps réel et en géolocalisation des activités de la LRA, ou pour télécharger les données du Dossier de Sécurité bisannuel, veuillez trouver la carte du Moniteur de la crise de la LRA à l'adresse LRACrisisTracker.com.

The Resolve LRA Crisis Initiative

The Resolve LRA Crisis Initiative est une organisation de soutien basée à Washington D.C. qui cherche à sensibiliser les dirigeants politiques américains et internationaux pour prendre les mesures nécessaires afin d'en finir de manière permanente avec la violence de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Afrique centrale et de permettre aux communautés affectées par les sévices de la LRA d'obtenir réparation. Pour en savoir plus, consultez theResolve.org.

Invisible Children

Invisible Children est une ONG internationale qui s'attelle à assister les communautés dans les régions affectées par les sévices de la LRA en Afrique centrale, en répandant des systèmes communautaires d'alerte précoce, en s'adressant aux déserteurs et transfuges potentiels de la LRA et aux communautés affectées par voie de radio FM, et en réhabilitant des enfants précédemment enlevés. Pour en savoir plus, consultez invisiblechildren.com.

LRA Crisis Tracker Méthodologie

1. Collecte des données

Sources:

- Réseau des antennes de radio HF en République démocratique du Congo et en RCA
- Les civils signalent des incidents aux opérateurs de l'antenne-radio HF
- Plus de 70 opérateurs radio HF appellent le point de référence à Dungu deux fois par jour pour signaler des éventuelles activités de groupes armés
- Les incidents observés sont insérés dans des formulaires adaptés puis sont envoyés vers des codeurs de données
- Rapports des Nations-Unies et des ONG
- Sources médiatiques et de presse
- Contacts avec la société civile au sein des communautés locales
- Sources gouvernementales
- Études sur le terrain conduites par le personnel de Resolve et Invisible Children

Étendue couverte par ces sources: les membres de l'équipe chargée du maintien de la base de données du Moniteur de la crise de la LRA font tous les efforts possibles pour obtenir des données en provenance de toutes les régions affectées par la rébellion de la LRA. Comme les régions touchées sont souvent d'un accès difficile, l'infrastructure disponible pour récolter des données est souvent inégale d'une région géographique à une autre, et les données insérées dans la base de données sont souvent de meilleure qualité dans les zones où les ONG et les agences de presse sont plus actives. La base de données du Moniteur de la crise de la LRA ne prétend pas présenter un tableau exhaustif de tous les incidents commis par la LRA ou en relation avec elle dans la région, mais les membres de l'équipe font tous les efforts possibles pour acquérir des données en provenance des zones difficile d'accès.

Remarque: La plupart des systèmes de collecte d'information se trouvent au Congo, ce qui conduit à un montant disproportionné de rapports sur la LRA au Congo. Dans les deux mois à venir Invisible Children et CRS, financés par l'USAID, vont développer les systèmes de collecte d'information en RCA, dans l'espoir d'améliorer l'accès à l'information dans la région.

2. Encodage des données

Encodage dans la base de données : les rapports d'informations sont partagés entre les membres d'une équipe d'encodeurs issus d'Invisible Children et de Resolve. Les encodeurs déterminent si la source est fiable ou pas (voir section 4.2.B du code de chiffrage « Déterminer la fiabilité de la source »). Avant qu'un incident ne soit encodé, l'encodeur lit les informations sur d'autres incidents apparus durant le même laps de temps, et vérifie s'il n'y a pas de doublons.

Indice de fiabilité : après qu'un incident ait été catégorisé, chaque incident se voit doté d'un indice de fiabilité, qui évalue le degré de confiance de l'équipe dans les détails de la donnée relatée. On donne à chaque incident un ratio allant de 1 à 5, 1 signifiant le moins fiable et 5 le plus fiable. L'indice est basé sur le sérieux de la source, la confiance en l'identité des protagonistes impliqués dans l'incident, et le degré de détail fourni dans le rapport. Un indice de fiabilité allant de 2 à 5 est considéré comme suffisamment vérifié pour être annoncé au public, ces données sont donc incluses dans les statistiques et les analyses (code de chiffrage section 4.2.A).

Indice de fiabilité quant à l'auteur des faits : pour distinguer les attaques de la LRA des attaques des autres groupes armés, le code de chiffrage du Moniteur de la Crise dispose d'une liste d'indicateurs montrant si on a affaire ou non à la LRA. Si après avoir vérifié les indicateurs et autres preuves disponibles, l'encodeur détermine que le protagoniste d'une attaque est vraisemblablement la LRA, il donne à l'incident un Indice de fiabilité protagoniste LRA, « bas », « moyen » ou « élevé », pour mesurer la probabilité que le protagoniste soit effectivement la LRA (code de chiffrage section 4.2.C). Si l'encodeur, après avoir vérifié un incident, pense que la LRA n'était pas impliquée et que le protagoniste est inconnu, le protagoniste est indiqué comme « groupe armé » et l'incident n'est pas consigné.

3. Révision des données

Vérification initiale : chaque rapport est contrôlé par un second encodeur de données pour repérer les éventuelles erreurs humaines et les doublons. Les encodeurs recherchent des incidents dont les détails sont semblables et qui se trouvent généralement proches dans le temps et dans l'espace. Ces incidents font alors l'objet d'une enquête pour s'assurer qu'il ne s'agit pas de doublons.

Révision par des experts: le personnel d'Invisible Children et de Resolve ayant une expérience de terrain révisé les incidents sensibles immédiatement, et tous les incidents une fois par trimestre. Si le membre du personnel sent qu'un incident a été mal interprété, il corrige le rapport de l'incident et, au besoin, le sort des statistiques. Des experts externes régionaux et de la LRA sont consultés au besoin.

4. Consignation des données et partage

Consignation des données : après qu'un incident ait été encodé et approuvé à être consigné, il apparaît sur le site web du Moniteur de la crise de la LRA. Seuls des incidents impliquant la LRA ou des personnes auparavant enlevées par la LRA et dotés d'un indice de fiabilité de 2 ou plus sont consignés.

Sensibilité des données : les informations sensibles comme les sources spécifiques de données, les informations relatives aux forces de sécurité et les informations personnelles des personnes mineures ne sont pas partagées avec le public.

Partage des données : les données sont régulièrement envoyées aux agences des Nations-Unies et aux organisations humanitaires à des fins de comparaison et de collaboration.

5. Restructuration des données

Comme la base de données grossit et que les outils sont mis à jour pour refléter les meilleures pratiques, les encodeurs révisent et remanient les données existantes au besoin.

Avec la mise en place du Réseau de radiophonies HF et de mécanismes d'informations améliorés dans la région, les rapports d'incidents sont devenus plus détaillés et la base de données a été adaptée pour refléter cet état de fait. Des champs de données comprenant des informations sur l'âge et le genre des victimes et sur la nature des biens pillés, ont été ajoutés depuis que la base a été démarrée. Les encodeurs révisent périodiquement tous les incidents et rapports pour y ajouter les nouveaux détails.

6. Analyse des données et compte-rendu

Le personnel du Moniteur de la crise analyse les données pour y déceler des tendances et des schémas dans les activités de la LRA. Par exemple, les encodeurs cherchent des tendances en matière d'âge et de genre des personnes enlevées, de recrutement net (nombre total de personnes enlevées moins le total des rapatriés), et de recrudescence de certains types d'attaques. Ils cherchent aussi de nouvelles tendances dans les activités de la LRA. Les encodeurs analysent aussi des zones et provinces spécifiques pour y déceler des variations (à la hausse ou à la baisse) en nombre et type d'attaques. Après que l'analyse ait été achevée et révisée, elle est publiée dans divers rapports du Moniteur de la crise.

Définitions

Attaque:

Un incident est considéré comme une « attaque » dans le rapport si l'activité de la LRA a pour résultat une des violations suivantes des droits de l'homme : violence entraînant des morts ou des blessures, violence sexuelle ou basée sur le genre des personnes, enlèvement, pillage, ou déplacement de personnes. Pour les définitions détaillées de ces abus en matière de droits de l'homme, merci de consulter la section 4.5 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Meurtre (personne tuée):

Un incident est considéré comme un « meurtre » si un acte violent a eu pour résultat la mort d'un individu qui n'est pas connu pour son association avec un groupe armé ou les forces de sécurité. Les morts de civils suite à des blessures subies lors d'une attaque sont considérées comme des « meurtres ». Donc, si un civil est tué pendant sa captivité dans un camp de la LRA, sa mort est considérée comme un « meurtre » si elle se produit dans la première semaine de sa capture initiale. Pour une explication détaillée des incidents catégorisés comme « meurtres », merci de consulter la section 4.5.1 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Enlèvement :

Un incident est considéré comme un « enlèvement » s'il implique une ou plusieurs personnes prises en otage contre leur volonté par la LRA pour quelque période de temps que ce soit, en ce compris des civils qui sont enlevés et libérés, ou qui s'échappent, dans la même journée. Un enlèvement de court terme est caractérisé par une durée de 72 heures ou moins. Cela ne veut pas forcément dire que les enlèvements qui ne sont pas considérés comme « de court terme » sont obligatoirement « de long terme », car il n'y a peut-être pas eu de rapport sur le retour de la personne enlevée. Pour une explication détaillée des incidents classés comme « enlèvements » ou « enlèvements de court terme », merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

rapatriés:

Un « rapatrié » est considéré comme quelqu'un qui s'évade, est libéré, est sauvé, ou déserte de sa captivité auprès de la LRA. Il comprend également tous les membres de la LRA qui sont capturés. Pour une explication détaillée des données relatives aux rapatriés, merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrage du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.6.

Contributeurs

The Resolve LRA Crisis Initiative

Paul Ronan, Co-founder and Project Director *[Author]*

Kenneth Transier, Project Manager *[Design and development]*

Michael Poffenberger, Co-founder and former Executive Director

Margaux Fitoussi, Project Developer *[Data analysis]*

Invisible Children

Sean Poole, Counter-LRA Programs Manager

Guillaume Cailleaux, Country Coordinator, CAR

Saskia Rotshuizen, Central Africa Programs Coordinator *[Data analysis and English-French translation]*

Maree Oddoux, Central Africa Programs Intern *[English-French translation]*

Jean de Dieu Kandape, Project Manager, DRC

Sebastien Porter, Project Officer, CAR

Ferdinand Zangapayda, Early Warning Network Assistant Project Manager, CDJP

Kimmy Vandivort, International Operations Manager

Lisa Dougan, Central Africa Programs Manager & Policy Advisor

